



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 15 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 9 décembre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, Mme DUBOURG, M. GABARD, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir :

Mme MERCHADOU à M. BALDES, M. ELIAS à Mme DUBOURG, Mme BERNARD à Mme BAUDERE, M. CAVALEIRO à Mme QUERAL, M. INOCENCIO à M. LORIAUD

Etaient excusés :

M. LIMINIANA, Mme HOLGADO, Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. VERDIER est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 19

Conseillers votants : 24

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

1 – COMITES CONSULTATIFS - MODIFICATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

En application de l'article L2143-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune.

A ce titre, par délibération du 15 avril 2014, le conseil municipal a créé 6 comités consultatifs notamment :

- Comité consultatif : n° 3 – Politique de la Ville, urbanisme et patrimoine

Suite à la démission de Mme Jocelyne HERMILLY remplacée par M Jean Marc CASTETS, Il convient de procéder à la modification de ce comité consultatif n° 3 par la désignation d'un extra municipal de la majorité.

La candidature de M. Raymond DOUGUET est proposée et adoptée.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 18/12/15

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20151215-23863-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK